

LUTTES SOCIALES ET CONFLITS POLITIQUES UNE DISTINCTION UTILE

1. Les luttes pour la transformation de la société et les conflits politiques ne constituent certainement pas deux réalités étrangères l'une à l'autre. Toute revendication sociale un tant soit peu conséquente devient l'objet de conflit politique, et aucun de ceux-ci ne demeure indéfiniment sans portée sociale.

Il peut être néanmoins utile de faire une distinction entre ces deux aspects de la réalité, fussent-ils l'endroit et l'envers de la même médaille. On peut partir ici de la diversité des aspirations qui motivent la mobilisation et les luttes sociales, et regrouper peut-être ces aspirations dans cinq rubriques : (i) l'aspiration à la démocratie politique, au respect du droit et à la liberté intellectuelle ; (ii) l'aspiration à la justice sociale ; (iii) l'aspiration au respect des groupes et communautés divers ; (iv) l'aspiration à une gestion écologique meilleure et (v) l'aspiration à occuper une position plus favorable dans le système mondial.

On reconnaîtra facilement que les protagonistes des mouvements répondant à ces aspirations sont rarement identiques. On conçoit par exemple que le souci de donner au pays une place plus élevée dans la hiérarchie mondiale, définie en termes de richesse, de puissance et d'autonomie de mouvement, quand bien même cet objectif bénéficierait-il de la sympathie de l'ensemble du peuple, constituera une préoccupation majeure dans les classes dirigeantes et les responsables au pouvoir. L'aspiration au respect – au sens plein du terme, c'est à dire à un traitement réellement égal – peut mobiliser les femmes en tant que telles, ou un groupe culturel, linguistique ou religieux qui est l'objet de discriminations. Les mouvements que ces aspirations inspirent peuvent être transclassistes. Par contre l'aspiration à plus de justice sociale, définie comme ou le voudra (comme le veulent les mouvements que cette aspiration mobilise) – pour un mieux être matériel, une législation plus pertinente et plus efficace, ou un système de rapports sociaux et de production radicalement différent – s'inscrira presque forcément dans la lutte des classes. Il peut s'agir ici d'une revendication de la paysannerie ou d'une de ses couches pour une réforme agraire, une redistribution de la propriété, une législation favorable aux tenanciers, des prix plus favorables etc.... Il peut s'agir de droits syndicaux, de législation du travail, ou même d'exigence d'une politique d'Etat capable de rendre plus efficace son intervention en faveur des travailleurs allant jusqu'à la nationalisation, la cogestion ou la gestion ouvrière. Mais il peut s'agir également de revendications de groupes professionnels ou d'entrepreneurs réclamant l'allègement de la fiscalité. Il peut s'agir de revendications s'adressant à l'ensemble des citoyens, comme en témoignent les mouvements en faveur du droit à l'éducation, à la santé ou au logement et, mutatis mutandis à une gestion environnementale convenable. L'aspiration démocratique peut être limitée et précise, notamment lorsqu'elle inspire un mouvement en lutte contre un pouvoir non démocratique. Mais elle peut être englobante et être alors conçue comme le levier permettant de promouvoir l'ensemble des revendications sociales.

Une carte de la répartition actuelle de ces mouvements montrerait sans aucun doute de gigantesques inégalités dans leur présence sur le terrain. Mais cette carte, nous le savons, est mouvante car là où il y a problème il y a presque toujours mouvement potentiel pour lui trouver une solution.

2. Il faudrait faire preuve d'un optimisme naïf et débordant pour imaginer que la résultante de la carte des forces opérant sur ces terrains les plus divers donnera une cohérence à un mouvement d'ensemble faisant avancer les sociétés vers plus de justice et de démocratie. Le chaos appartient à la nature autant que l'ordre. Il faudrait faire preuve de la même naïveté pour faire l'impasse sur les réactions des pouvoirs en place à l'encontre de ces mouvements. La géographie de la répartition de ces pouvoirs, les stratégies qu'ils développent pour répondre aux défis auxquels ils sont confrontés, tant au

plan local qu'au plan international, répondent à d'autres logiques que celles qui fondent les aspirations en question.

C'est dire que la possibilité de dérives des mouvements sociaux, de leur instrumentalisation et de leur manipulation sont également des réalités capables de les conduire à l'impuissance, ou les contraindre à s'inscrire dans une perspective qui n'était pas la leur.

Il serait peut être utile, dans la jungle des luttes et des conflits qui opposent les pouvoirs aux mouvements sociaux, ou qui opposent les pouvoirs entre eux et même les mouvements sociaux entre eux, de faire l'inventaire des cas de figure dominants la scène contemporaine.

Dans cette perspective il faudrait sans doute privilégier l'analyse attentive des stratégies du capital dominant que constituent l'ensemble et les sous ensembles des oligopoles des pays de la Triade (États Unis, Europe et Japon), des intérêts économiques en question (les transnationales pour simplifier), de la géopolitique et de la géostratégie des Etats qui en sont les défenseurs systématiques (le G7). Mais aussi des stratégies des pouvoirs dominés dans le système mondial en place, tant dans les pays de l'ex Est socialiste que dans ceux du Sud. On sera alors conduit à dresser la carte des conflits qui opposent les pouvoirs les uns aux autres. Ces stratégies s'emploient à détruire certains mouvements ou à les instrumentaliser pour les soumettre à des fins qui ne sont pas les leurs.

L'un des moyens parmi les plus fréquents – et les plus efficaces – utilisé à cette fin consiste à promouvoir, soutenir et encourager d'autres mouvements que ceux qui ont été répertoriés plus haut, ou d'en faire dériver certains dans les directions convenables pour les pouvoirs en conflit. L'ethnicité, le communautarisme à base nationale ou religieuse entre autre répondent bien à ces exigences car les revendications – creuses en fait – qu'ils mettent en avant se substituent aux aspirations démocratiques et sociales, pour le plus grand profit de pouvoirs locaux et/ou de pouvoirs dominants à l'échelle mondiale.

Déchiffrer la géographie de l'ensemble de ces jeux complexes exige qu'on prenne toute la mesure du défi que l'impérialisme contemporain constitue (cf. Défi de la mondialisation / défi de l'impérialisme). A partir de là on pourra espérer pouvoir avancer dans le débat et la conceptualisation des exigences d'une alternative efficace et cohérente.